

CATTENOM

Tous contre les rejets!



Les actions appuient les arguments. Greenpeace manifeste devant la centrale de Cattenom. (Photo: Greenpeace)

Contre le renouvellement de l'autorisation de rejets, le gouvernement et les écologistes se retrouvent uni-e-s. Avec des différences au niveau des argumentations.

(RK) - En quelques jours seulement, le dossier des avis défavorables au renouvellement des autorisations de rejets de la centrale nucléaire de Cattenom s'est enrichi de deux contributions importantes. Vendredi dernier, Greenpeace a rendu publique une étude réalisée par le laboratoire de la "Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité" française (Criirad). La présentation, sur le site de Cattenom, était accompagnée d'une des actions habituelles avec bannières et canots pneumatiques. Quatre jours plus tard, dans le cadre plus feutré d'une salle de conférences, le secrétaire d'Etat à l'environnement Eugène Berger a présenté l'avis du gouvernement luxembourgeois. Comparé aux premières réactions du ministère responsable, légèrement ambiguës, le ton de l'avis est résolument critique.

Sous-évaluation

C'est dans le domaine des rejets non radioactifs que l'analyse du gouvernement, basée sur les travaux du Centre de ressources des technologies pour l'environnement (CRTE), apporte de véritables éléments nouveaux. En premier lieu, le Centre relève l'utilisation à Cattenom du fréon R12, une substance interdite, car destructrice de la couche d'ozone. Certes, cette substance ne fait pas l'objet d'une demande d'autorisation, et Electricité de France (EDF), l'exploitant de la centrale, assure vouloir passer à un produit de substitution. Mais qu'un tel produit ait été utilisé en dit long sur l'état d'esprit en matière de protection de l'environnement à Cattenom.

Le CRTE met également en question l'évaluation, telle qu'elle est présentée dans le

dossier de demande, de la toxicité de substances comme l'hydrazine. En refaisant les calculs pour des débits faibles de la Moselle, les valeurs de toxicité de l'hydrazine augmentent d'un facteur dix par rapport aux chiffres d'EDF, calculés à l'aide du débit moyen sur un an. Quant à la possibilité de réduire ces rejets toxiques, soulevée lors d'un échange de courrier, les responsables avaient répondu: "Une réflexion est en cours sur ce sujet." Le CRTE conclut que le dossier de demande ne respecte pas le principe de l'utilisation des meilleures techniques disponibles, prescrit par une directive européenne. Enfin, l'avis du gouvernement critique l'impact des rejets comme les chlorures, le cuivre et le zinc sur la qualité de l'eau de la Moselle - là encore la demande de Cattenom est en contradiction avec des accords internationaux.

"Tant qu'il n'y a pas d'accident, il n'y a pas de quoi s'inquiéter." Cette affirmation, devant la caméra d'RTL, du responsable de la Division de la radioprotection Michel Feider, faite il y a deux semaines, traduisait alors toute l'ambiguïté de la position gouvernementale. "Prendre au sérieux" le dossier des rejets de Cattenom et expliquer en même temps qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, que les valeurs réelles des rejets étaient faibles, que le tritium était sans danger. En face, l'argumentation de Claude Turmes lors d'une conférence de presse des Verts n'avait pas non plus contribué à un débat rationnel: "Aussi faible qu'elle soit, la radioactivité peut toujours avoir un effet sur la santé."

L'étude de la Criirad est beaucoup plus précise. Elle critique le fait qu'EDF sous-estime systématiquement les effets sur la santé et va jusqu'à affirmer: "Si ces estimations (les doses évaluées par EDF) étaient réalistes, l'impact radiologique de la centrale pourrait être qualifié de négligeable". L'étude épingle en particulier les gaz rares radioactifs et les rejets de tritium et de carbone 14. Ces deux substances seraient plus dangereuses que ce que l'on savait jusqu'ici. Il n'est pas clair si les inquiétudes de la Criirad portent sur les seul-e-s riverain-e-s de Cattenom ou sur le Luxembourg. Relevons tout de même que l'étude fait référence à des boues radioactives à Apach, en face de Schengen ...

Cela contraste avec l'avis de la Division de radioprotection luxembourgeoise, annexé au texte gouvernemental. Les mesures effectuées du côté luxembourgeois donnent infaillible-

ment des niveaux de radioactivité négligeables. La conclusion: même avec une augmentation du tritium de 25 pour cent, comme prévu dans la demande de Cattenom, il n'y aura "pas de conséquences sanitaires pour la population luxembourgeoise". Contrairement à la Criirad, les auteurs font confiance à EDF: "Les estimations des rejets à partir des immissions semblent être surestimées comparées aux estimations des rejets à partir des émissions", écrivent-ils quand ils constatent que leurs valeurs pour le tritium dépassent les chiffres officiels. S'agit-il d'un manque de confiance en soi ou d'un défaut d'esprit critique?

Sous-enchère

Quant à l'idée d'exiger un abaissement des valeurs limites autorisées pour les rejets, actuellement loin au-dessus des valeurs réelles, c'est encore Michel Feider qui a montré beaucoup de compréhension à la conférence de presse. Le problème est que quand une telle limite est dépassée, cela entraîne des suites pénales, a-t-il expliqué, et donné l'exemple de l'incident grave en 2001, où la centrale aurait risqué de dépasser des limites fixées trop étroitement. L'exemple est en effet parlant: l'Autorité de sûreté nucléaire a justement reproché aux responsables de Cattenom qu'ils ont réagi tardivement. Peut être que des limites plus justes auraient facilité la décision d'arrêter le réacteur, donc de privilégier l'évitement de risques sur la rentabilité économique.

Il reste que l'avis du gouvernement est négatif également en ce qui concerne les rejets radioactifs. Le texte reprend les principales critiques avancées par le Mouvement écologique et les Verts: des quantités de rejets réelles trop élevées et une demande injustifiée d'augmentation de rejets de tritium liée à l'emploi de nouveaux combustibles. Les études commanditées par ces deux acteurs, ainsi que celle de la Criirad sont d'ailleurs annexées à l'avis communiqué au gouvernement français. Seule véritable ombre au tableau: si les textes juridiques internationaux, que la demande de Cattenom "semble enfreindre", sont bien énumérés, le gouvernement a renoncé à entamer une procédure juridique ... pour le moment.

Am Anfang war (nicht) das Gesetz

Die Einrichtung einer "Versuchsschule" forderten am vergangenen Donnerstag VertreterInnen von Lycopa (un lycée axé sur la coopération et la participation) auf einer Pressekonferenz. Unter dem Motto "You win, I win" stellten die LehrerInnen ihr Konzept von einer "sozialen Schule" vor.

Eckpunkte dieser an deutsche Vorbilder angelehnten Modellschule: Überschaubare Schulgröße (600 SchülerInnen), Kooperation zwischen SchülerInnen und Lehrkräften, kontinuierliche und wissenschaftliche Evaluation, Beschränkung auf den "cycle inférieur", kleinere Klassen und Teamarbeit sowie verlängerte Präsenzzeiten der Lehrkräfte in der Schule.

"In der Modellschule könnte man Reformen vorbereiten", so ein Lycopa-Sprecher. Wissend, dass eine Unterstützung von den meisten LehrerInnen sowie von den Gewerkschaften nicht einfach zu erzielen sein dürfte, erhofft sich Lycopa die Mithilfe des Staates. Ein Gesetz soll - ähnlich wie beim Lyzeum Aline Mayrisch - der Versuchsschule den nötigen Rahmen geben. Was wohl Unterrichtsministerin Anne Brasseur dazu sagen wird?

Böse, böse OECD

"Ohne Überraschung und nahezu ohne Wert" sei der am vergangenen Montag vorgestellte OECD-Bericht über die wirtschaftliche Lage in Luxemburg, so das Urteil des LCGB in einer Pressemitteilung. Die OECD hatte ange-regt, das Luxemburger Rentensystem zu reformieren. Dem hält die Gewerkschaft entgegen, die Studie des "Bureau international du travail" (BIT) habe seinerzeit das Rentensystem als "überaus solide und langfristig nicht bedroht" beschrieben. Die Vorschläge zur Erhöhung des Rentenalters und zur Abschaffung des Vorruhestandes deutet der LCGB als Beweis für die Ignoranz der OECD-Funktionäre.

Wirtschaftsminister Henri Grethen hatte sich in seiner Festrede am Montag weniger zugeknöpft gezeigt. Er versicherte, derzeit sei die Beschäftigungsrate der 55- bis 64-Jährigen steigend, wie von der OECD gewünscht. Die Stabilität des Luxemburger Rentensystems sah er in den Anpassungsmechanismen begründet. Dabei bezeichnete Henri Grethen das "Ajustement", die Anpassung der Renten an die Lohnentwicklung, als wichtig für das Solidaritätsprinzip, unterstrich aber, dass es sich nicht um einen Automatismus handle - wollte er damit sagen, es stehe gegebenenfalls zur Disposition? Der Wirtschaftsminister lobte das 2004er Budget als verantwortliche Finanzpolitik im Sinne der OECD - von Kritikern wird es als strukturell defizitär angesehen. Kein Problem, denn, so Henri Grethen, 2004 werde Luxemburg wohl wieder ein Wachstumsniveau erreicht haben, das dem Langzeittrend entspreche. Damit meint er vermutlich die vier Prozent Dauerwachstum, die auch dem LCGB vorschwebten, als er auf das BIT verwies. Für jenen Traumwert hatte das BIT in der Tat dem Luxemburger Rentensystem jahrzehntelange Stabilität attestiert.

Japan grüßt die woxx

Ach, es hat doch auch etwas Schönes, wenn ein Kollege ein Sabbatjahr nimmt. Nicht nur die vielen SMS erfreuen, viel schöner sind die Grüße, die via Luftpost in der Redaktion eintreffen.



Eine quietschbunte Postkarte mit der Information über Fleiß und Konsumlust der JapanerInnen: Unsere Weiterbildung ist gesichert. Ja, liebe LeserInnen, die woxx lernt eben ständig hinzu. Die jüngsten Lebenszeichen erfreuen uns umso mehr, haben doch die Seismografen in den vergangenen Wochen allerlei Erdstöße im fernen Japan registrieren müssen. Mit einem Mal fühlt man sich ganz anders verbunden - wir drücken den WeltenbummlerInnen (und dem Gastgeberland Japan) weiterhin die Daumen, schauen ein bisschen neidisch drein ... und schließen derweil schon Wetten darauf, von welchem spannenden Fleckchen Erde die nächsten Grüße kommen werden.



woxx - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire, früher: **GréngeSpoun** - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • **Herausgeberin:** woxx soc. coop. • **Redaktion:** Karin Enser (karin.enser@woxx.lu), Robert Garcia (robert.garcia@woxx.lu), Léa Graf (lea.graf@woxx.lu), Richard Graf (richard.graf@woxx.lu), Germain Kerschen (germain.kerschen@woxx.lu), Raymond Klein (raymond.klein@woxx.lu), Stefan Kunzmann (stefan.kunzmann@woxx.lu), Ines Kurschat (ines.kurschat@woxx.lu), Renée Wagener (renee.wagener@woxx.lu), Danièle Weber (danièle.weber@woxx.lu). Unterzeichnete Artikel und Grafiken geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. • **Karikaturen:** Guy W. Stoons • **Fotos:** Christian Mosar • **Verwaltung:** Corinne Saghuber (admin@woxx.lu) • **Bürozeiten:** Mo. - Fr. 9 - 12.30 Uhr. • **Druck:** c. a. press, Luxembourg • **Einzelpreis:** 1,49 € • **Abonnements:** 52 Nummern kosten 65 € (Ausland zzgl. 26 €); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 25 € • **Postscheckkonto:** CCPL IBAN LU18 1111 1026 5428 0000 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk "Neu-Abo"; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • **Anzeigen:** Espace Régie Luxembourg s.a. Tel.: 26 25 75 -1 Fax: 26 25 75-75 • **Recherchefonds:** Spenden zur Unterstützung des weiteren Ausbaus des Projektes auf das Konto CCPL IBAN LU69 1111 0244 9551 0000 der "Solidaritéit mam GréngeSpoun asbl" sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto. • **Post-Anschrift:** woxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • **Büros:** 51, ave de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • **E-mail:** woxx@woxx.lu • **Site:** www.woxx.lu • **Tel.:** (00-352) 29 79 99-0 • **Fax:** 29 79 79